



# Travail et Revenus pour les Jeunes Hommes et Femmes en Afrique : Le Cas de l'Ouganda

*John Mutenyo, Faisal Buyinza,  
Vincent, F. Ssenono et Wilson Asimwe*

Février 2022 / No.GSYE005

## Introduction et problématique de l'étude

La jeunesse africaine est au cœur de sa transformation économique, étant donné que les deux tiers de sa population sont composés de personnes âgées de moins de 35 ans. En tant que tels, ils constituent le plus grand groupe d'entrants sur le marché du travail, ce qui a une forte incidence sur le développement du continent. Cependant, malgré ces ressources humaines, les pays africains sont

---

\* Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) tient à remercier l'INCLUDE pour son soutien financier, technique et intellectuel.

confrontés à une hausse du chômage chez les jeunes, le chômage étant plus élevé chez les jeunes femmes. Cette étude a été conçue pour entreprendre une étude approfondie du pays afin d'informer les décideurs politiques et les praticiens du développement sur les secteurs économiques ayant les multiplicateurs les plus élevés et le potentiel de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes en Ouganda.

Bien que les perspectives de l'économie mondiale semblaient prometteuses, notamment avant l'apparition de la pandémie de COVID-19, elles ne se sont pas accompagnées de créations d'emplois, et les jeunes risquent d'être davantage confrontés au chômage. Pire encore, le taux de chômage mondial des jeunes est trois fois plus élevé que celui des adultes et, au cours des deux dernières décennies, le taux de participation des jeunes à la vie active (LFPR) a connu une baisse significative, passant de 55,0 % en 1997 à 45,7 % en 2017 (OIT, 2017). L'obtention d'un emploi décent en Ouganda est l'une des tâches les plus difficiles pour la plupart des jeunes de toutes les catégories : instruits, semi-instruits et non instruits, hommes et femmes, valides et handicapés (OIT, 2017). Plus de 87 % des jeunes Ougandais occupent des emplois précaires, à faible revenu et souvent dangereux dans le secteur informel ou dans des activités familiales génératrices de revenus, avec une rémunération faible ou nulle.

On ne sait toujours pas ce qui fonctionne pour aider les jeunes sur le marché du travail. C'est l'une des questions les plus courantes et les plus pressantes que se posent aujourd'hui les décideurs politiques et les praticiens. D'autres questions urgentes restent sans réponse : Quelles sont les interventions les plus efficaces pour stimuler l'emploi productif pour les groupes hétérogènes, en particulier les ruraux et les urbains, les hommes et les femmes, les handicapés et les non handicapés, les personnes instruites et non instruites, les personnes qualifiées et non qualifiées, les personnes ayant accès au financement et aux ressources et les personnes n'ayant pas accès aux ressources, les personnes ayant des besoins et des capacités différents, les personnes passant de l'école à l'emploi, les personnes n'ayant pas été scolarisées du tout, les personnes ayant peu ou pas de compétences professionnelles. Dans quels secteurs et emplois les jeunes et les femmes sont-ils engagés ? L'étude a utilisé des données secondaires provenant de l'enquête nationale sur les ménages en Ouganda -UNHS (2019/20) UNPS (2019/20) et de la matrice de comptabilité sociale-SAM (2016/17) pour l'Ouganda. Sur le plan analytique, l'étude a utilisé une analyse descriptive et une approche multiplicatrice, ainsi qu'une analyse de régression pour estimer un modèle probit de Heckman à deux niveaux.

## Contexte de l'étude

On estime que plus de 400 000 jeunes entrent sur le marché du travail et se concurrencent pour 9 000 emplois par an. Ce phénomène est exacerbé par ceux qui quittent le secteur agricole dans les zones rurales à la recherche d'emplois urbains.

En réponse, le gouvernement a tenté de réduire le problème de l'emploi des jeunes en concevant et en mettant en œuvre un certain nombre de stratégies. Parmi celles-ci, on peut citer : la mise à disposition de capitaux de démarrage (*Fond pour les moyens de subsistance des jeunes*) la création d'un climat d'investissement favorable, la mise en place de programmes de formation pour les jeunes, etc. Le programme de moyens de subsistance des jeunes (YLP) a été développé pour les jeunes chômeurs et pauvres du pays. Le programme a débuté en 2013, ciblant les jeunes âgés de 18 à 30 ans. Il couvrait 112 districts et disposait d'un budget de 265 milliards d'UGX. Les principaux défis des programmes comprenaient la forte demande par rapport aux ressources limitées. Les autres défis étaient : le désir d'obtenir des fonds gratuits, la préférence des jeunes pour les métiers de type bureau, et le besoin de résultats immédiats.

La création de l'Autorité d'investissement de l'Ouganda (UIA) au début des années 1990 avait pour but de fournir un centre d'investissement unique aux investisseurs potentiels qui créeraient ensuite des emplois pour les Ougandais locaux, en particulier les jeunes. Bien qu'il y ait eu une augmentation des investissements, dans une certaine mesure, l'objectif n'a pas été atteint car certains investisseurs viennent avec leurs propres travailleurs, tandis que d'autres apportent une valeur ajoutée minimale à leurs produits, ce qui limite la création d'emplois. En outre, la politique fiscale ougandaise ne favorise pas les petites et moyennes entreprises (PME), sans parler des tarifs élevés de l'électricité. Plusieurs études ont mis en évidence ces deux facteurs comme étant les principaux obstacles à la performance des entreprises ; il n'est pas étonnant que plus de 50 % des PME ne parviennent pas à fêter leur premier anniversaire, alors que les MPME sont les principaux employeurs en Ouganda. Le climat d'investissement ne favorise donc pas les entreprises locales, ce qui limite la création d'emplois.

Depuis 1997, le gouvernement s'est lancé dans la revalorisation des compétences des jeunes en remaniant le programme des écoles secondaires et en promouvant délibérément l'enseignement et la formation commerciaux, techniques et professionnels (BTVET). L'objectif était d'autonomiser les jeunes, en particulier ceux qui abandonnent l'école ou ceux qui ne sont pas en mesure d'accéder aux établissements d'enseignement supérieur. En outre, le gouvernement a mis l'accent sur l'enseignement de l'esprit d'entreprise dans les établissements d'enseignement supérieur afin de doter les jeunes de compétences commerciales comme stratégie d'auto-emploi en cas d'échec dans l'obtention d'un emploi salarié. Malheureusement, le nombre d'inscriptions dans les institutions BTVET reste très faible et la plupart d'entre elles ne disposent pas des infrastructures nécessaires, comme des laboratoires, de sorte que les étudiants se retrouvent avec des théories et peu de compétences pratiques.

Dans l'ensemble, malgré ces interventions, le problème du chômage des jeunes reste élevé en Ouganda et probablement le plus élevé du continent.

## Résultats de recherche

L'étude a utilisé des données secondaires provenant de l'enquête nationale sur les ménages ougandais -UNHS (2019/20) et de la matrice de comptabilité sociale (SAM 2016/17) pour l'Ouganda. Sur le plan analytique, l'étude a utilisé une analyse descriptive et une approche par multiplicateur ainsi qu'une analyse de régression. Les résultats ont montré que l'augmentation de la demande d'une valeur de 10 milliards de shillings ougandais générerait 3 502 emplois dans le secteur agricole, 2 291 emplois dans le secteur des services et 2 071 emplois dans l'industrie. Parmi les emplois créés dans l'agriculture, 1 428 emplois sont des emplois indirects générés par des liens en amont et en aval. Sur le total des emplois créés dans l'agriculture, 1 556 emplois seront destinés aux jeunes, dont 733 aux jeunes femmes. Dans le secteur agricole, les cultures de rente (en particulier le thé et le café) ont un plus grand potentiel de création d'emplois pour les jeunes et les femmes. Sur les 2 291 emplois créés dans le secteur des services, 1 403 sont des emplois indirects, et les jeunes bénéficieraient de 924 emplois, dont 452 emplois pour les jeunes femmes. Dans le secteur des services, le commerce de détail et la vente en gros généreraient le plus grand nombre d'emplois pour les jeunes et les femmes, suivis des secteurs du transport et du tourisme. Dans le secteur de l'industrie, sur les 2 071 emplois créés, 1 770 emplois sont des emplois indirects et 868 emplois seraient destinés aux jeunes, dont 392 emplois pour les jeunes femmes. Dans l'industrie, c'est l'agro-transformation qui génère le plus grand nombre d'emplois pour les jeunes.

La production totale du secteur agricole augmenterait de 0,021 point de pourcentage, tandis que celle des services augmenterait de 0,019 point de pourcentage et celle de l'industrie d'environ 0,017 point de pourcentage. D'une manière générale, le secteur agricole générerait plus d'emplois pour les jeunes et les femmes. Il est suivi par le secteur des services et enfin par le secteur de l'industrie. Au niveau des sous-secteurs, les cultures de rente, l'agroalimentaire, le commerce de gros et de détail, le tourisme et les services de transport génèreraient plus d'emplois pour les jeunes et les femmes.

## Implications et recommandations politiques

Nous avons constaté que les jeunes représentent plus d'un tiers de la contribution de la main-d'œuvre à la valeur ajoutée nationale. La contribution des jeunes est largement déterminée par les jeunes qualifiés. Les jeunes apportent plus de valeur ajoutée au secteur des services, suivi de l'industrie et enfin de l'agriculture. Les résultats montrent également que le secteur des services a les multiplicateurs de revenu du travail les plus élevés, suivi par l'industrie et l'agriculture respectivement. Cela signifie que, pour accélérer la croissance économique et la contribution des jeunes à la valeur ajoutée, le gouvernement doit adopter des politiques qui améliorent les compétences des jeunes, en particulier dans les secteurs des services et de l'industrie.

En ce qui concerne les jeunes, l'augmentation de leurs revenus nécessite de se concentrer sur les compétences et l'amélioration de la productivité dans des secteurs tels que la production de cultures commerciales, l'industrie légère, la construction, l'agro-alimentaire, les finances, l'assurance et le tourisme. Cependant, alors que le gouvernement se lance dans la formation des jeunes à long terme, des politiques complémentaires pourraient être adoptées à moyen terme pour fournir des emplois aux jeunes non qualifiés par le biais de secteurs de soutien tels que l'agroalimentaire et l'agriculture (en particulier les cultures commerciales).

En général, pour accélérer la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, il est nécessaire de soutenir des secteurs tels que la production de cultures commerciales, l'industrie légère, la construction, l'agroalimentaire, le commerce de gros et de détail, les services financiers, les assurances, le transport et le tourisme. Il s'avère que ces secteurs emploient davantage de jeunes et génèrent plus de revenus pour les jeunes. Les politiques doivent être globales et englober l'ensemble de la chaîne de valeur des secteurs identifiés. Par exemple, soutenir le secteur agricole pour libérer le potentiel d'emploi des jeunes et des femmes nécessiterait des efforts complémentaires d'investissement dans l'agro-transformation pour créer un marché et ajouter de la valeur aux produits agricoles. De même, l'industrialisation nécessiterait des investissements complémentaires dans les secteurs qui fournissent des intrants.

Les résultats ont également montré que le chômage des jeunes est influencé par l'urbanisation. Cela souligne donc la nécessité pour les décideurs politiques d'être conscients de la migration rurale-urbaine. D'autres stratégies politiques comprennent : i) le soutien à la formation et au perfectionnement des jeunes en termes de compétences requises dans l'agriculture et les services par le biais du mentorat, de l'établissement de centres d'incubation et en permettant aux jeunes de créer des entreprises, mais surtout en leur permettant de développer leurs entreprises. Il convient de mettre davantage l'accent sur le soutien aux agro-entrepreneurs afin d'accroître la valeur ajoutée. ii) Fournir des infrastructures socio-économiques et d'autres équipements dans les zones urbaines et rurales, tels que l'électricité, de bonnes routes, des installations sanitaires, et encourager les investisseurs à établir des usines dans les zones rurales afin de fournir des opportunités d'emploi et de mettre fin à l'exode rural. iii) Il est important que le gouvernement apporte un soutien accru à la production de cultures commerciales, à l'industrie légère, à la construction, à l'agroalimentaire, à la finance, à l'assurance et au tourisme, car ces secteurs emploient davantage de jeunes. iv) Les résultats ont montré que l'un des principaux obstacles à l'emploi des jeunes était les fuites en termes de volumes élevés d'importation de produits de base qui pourraient être produits localement, ce qui prive les jeunes d'opportunités d'emploi. L'étude recommande donc que des incitations soient fournies aux entreprises qui pratiquent la substitution des importations et utilisent des matières premières produites localement afin que la chaîne de valeur et le processus multiplicateur se mettent en place dans l'économie.



## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :

- |  |  |   |  |
|--|--|---|--|
|  | <a href="http://www.facebook.com/aercafrica">www.facebook.com/aercafrica</a> |  | <a href="http://www.instagram.com/aercafrica_official/">www.instagram.com/aercafrica_official/</a> |
|  | <a href="https://twitter.com/aercafrica">twitter.com/aercafrica</a>          |  | <a href="http://www.linkedin.com/school/aercafrica/">www.linkedin.com/school/aercafrica/</a>       |

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
African Economic Research Consortium  
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
Middle East Bank Towers,  
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road  
Nairobi 00200, Kenya  
Tel: +254 (0) 20 273 4150  
[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)